

NEWS

Bi-mensuel

1-15 décembre 1988

n° 124



SOLIDARNOŚĆ

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

LECH WALESA COMMEMORE LES DROITS DE L'HOMME PARMI LES SYNDICALISTES FRANCAIS

Invité à Paris par le Président français, Mr François Mitterrand, pour les célébrations, le 10 décembre, du 40ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Lech Walesa, pour son premier voyage à l'étranger depuis 1981, a rencontré les principaux responsables politiques français de même que les syndicalistes des cinq confédérations qui soutiennent NSZZ Solidarnosc depuis sa création. Tout au long de sa visite de quatre jours à Paris, L. Walesa était accompagné de Bronislaw Geremek et de Andrzej Wielowieyski.

Lech Walesa a été reçu par Mr Mitterrand, par Mr Rocard, Mr Fabius, Mr Chirac, Mr Mauroy, Mr Léotard, Mgr Lustiger, archevêque de Paris.

L. Walesa a également rencontré Mr Genscher, Ministre ouest-allemand des affaires étrangères.

L. Walesa a pu rencontrer Mr Perez de Cuellar, Secrétaire-Général de l'ONU et s'est entretenu avec deux autres Prix Nobel de la Paix invités, Elie Wiesel et Andrei Sakharov. Commentant sa rencontre avec le physicien soviétique, le Président de NSZZ Solidarnosc a déclaré: "Nous sentons encore tous les deux le souffle du stalinisme dans nos pays. Nous nous sommes entretenus des moyens dont nous disposons pour nous en débarrasser définitivement. Nous avons dans le passé laissé étouffer le pluralisme, nous devons tout faire pour le rétablir. Nous avons cet espoir tout en sachant que le combat n'est pas gagné et qu'aucune des réformes déjà réalisées n'est irréversible. Nos peuples veulent appartenir à la maison commune européenne; les violations des droits de l'homme chez nous sont donc particulièrement insupportables".

Lech Walesa a rendu visite le 11 décembre à leurs sièges respectifs aux syndicalistes de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), de la CGT-Force Ouvrière (FO), de la Confédération Générale des Cadres (CGC) et de la Fédération de l'Education Nationale (FEN); il s'est également entretenu avec des représentants du syndicat d'agriculteurs FNSEA. A tous les responsables, E. Maire et J. Kaspar, J. Bornard, A. Bergeron, P.

Marchelli et Y. Simbron, et à tous les militants de ces syndicats, Lech Walesa a présenté ses plus chaleureux remerciements pour le soutien permanent qu'ils ont manifesté aux travailleurs polonais de NSZZ Solidarnosc, précisant: "Ce n'est pas une formule de courtoisie: sans vous, nous n'aurions pas tenu le coup"; il les a invités à poursuivre leur aide au syndicat indépendant. Lech Walesa a également exprimé ses remerciements aux membres de la CGT qui individuellement ont soutenu le syndicat polonais indépendant; il a expliqué l'absence de rencontre avec les responsables de ce syndicat par la réciprocité: "lors de sa visite en Pologne, durant l'état de guerre, au moment le plus difficile pour notre mouvement, Mr Krasucki n'a pas cherché à me rencontrer; sans doute, avait-il perdu mon adresse".

Par ailleurs, Lech Walesa a également rencontré des responsables des deux confédérations internationales dont NSZZ Solidarnosc est membre, Stefan Nedzynski pour la CISL et Flor Bleux pour la CMT. L. Walesa a aussi rencontré Lane Kirkland, président de l'AFL-CIO, Marku Jaaskelainen de la Confédération Européenne des Syndicats, M. Tanaka du syndicat japonais Sohyo, de même que des représentants de la Fédération Mondiale des Instituteurs.

Le Président de NSZZ Solidarnosc s'est entretenu avec Mr Francis Blanchard, Directeur-Général du Bureau International du Travail.

Lors de sa dernière conférence de presse, Lech Walesa a déclaré: "Nous, travailleurs polonais, devons lutter au maximum pour l'amélioration de notre sort, de nos conditions de vie et de travail,

afin d'obtenir le maximum d'avantages sociaux". Au sujet de la situation polonaise, L. Walesa a affirmé: "La Pologne a besoin de l'entente, du pluralisme, mais sans l'adjectif socialiste, elle a besoin du vrai pluralisme. Il y a, dans cette Pologne, place pour Mr Rakowski, le 1er Ministre, il y a place pour tout le monde; aussi, pourquoi n'y aurait-il pas de place pour NSZZ Solidarnosc et Lech Walesa? C'est là

une limitation de la démocratie et des libertés. Je ne vois pas ça dans la philosophie de la perestroïka et la glasnost. La table ronde entre les autorités et NSZZ Solidarnosc est vraiment nécessaire. Moi, mon syndicat et les gens que je représente, nous sommes prêts à l'entente et au compromis mais nous devons être considérés comme des gens indépendants et libres. Dans ces conditions seulement, nous sommes prêts à négocier".

NSZZ SOLIDARNOSC AIDE LES VICTIMES

D'ARMENIE. En solidarité avec le peuple arménien touché par le tremblement de terre, NSZZ Solidarnosc a offert une donation de 2 millions de zlotys au fonds arménien d'aide. Dans une lettre aux autorités soviétiques, Zbigniew Romaszewski indique: "En réponse à l'appel lancé par le Professeur Andreï Sakharov, le Mouvement Démocratique Arménien, la Croix-Rouge soviétique et le Croissant Rouge, NSZZ Solidarnosc verse deux millions de zlotys au fond pour les victimes du tremblement de terre en Arménie. Nous demandons à Andreï Grigoriants, éditeur du journal indépendant "Glasnost", de faire part de notre sympathie au peuple arménien. Nous vous assurons de notre solidarité et de notre amitié. Nous sommes également prêts à nous rendre en Arménie pour participer aux opérations de sauvetage".

PAR LA METHODE DES FAITS ACCOMPLIS

Le processus d'organisation des structures "au grand jour" de NSZZ "Solidarnosc" à tous les niveaux et sous diverses formes ne cesse de prendre de l'ampleur.

Les Comités d'Entreprises (KZ) de la période légale de Solidarnosc renouvellent leurs activités ouvertes: aux usines "Predom-Zelmer" de Rzeszow (sud-est du pays) et à l'usine de filtres PZL à Sedziszow; aux transports urbains MPK de Lodz et à la mine de sel de Wieliczka.

De nouveaux Comités d'Organisation de NSZZ Solidarnosc dans les entreprises introduisent devant les tribunaux des demandes d'enregistrement: les services miniers ZRG de Katowice, la mine "Czerwone Zaglenie" de Sosnowiec, les communications WSK de Swidnik, l'usine "Azoty" de Tarnow, l'usine "Petrochemia" et la fabrique de machines agricoles de Plock, à l'usine "Hutmen" et à l'usine "Elwro" de Wroclaw, à l'usine gazière de Bialystok, à l'usine de réparation énergétique de Polaniec, à la fabrique de manomètres de Wloclawek, au Centre de Rééducation de Konstancin. La demande d'enregistrement de NSZZ Solidarnosc du Port de Szczecin-Swinoujscie, déposée au tribunal le 2/11, a été signée par 1.615 ouvriers.

Des Comités d'Organisation se créent qui ne recherchent pas l'enregistrement, particulièrement nombreux en Basse-Silésie, à Wroclaw, deux Comités à Boleslawiec, à l'usine automobile Jelcz, à la mine de sel à Klodawy, à la clinique ZOZ à Turek, à l'usine "Instal" de Rzeszow. De nombreux ouvriers quittent les néo-syndicats officiels dans les mines de Silésie; au Port de Szczecin, 100 anciens membres des néo-syndicats se sont affiliés à NSZZ Solidarnosc. Dans la région Mazowsze, des comités d'organisation ont été créés à l'usine "Polkolor", à l'usine de Télévisions de Varsovie, à "Mostosal", à la menuiserie de Wolomin, à l'Institut de Technique Electronique (190 membres).

Dans les grandes entreprises, souvent, après la création des KZ, leurs correspondants sont constitués au niveau des ateliers: à l'Aciérie de Stalowa Wola, il y a ainsi 38 Comités d'ateliers; plusieurs nouveaux Comités d'atelier ont été établis dernièrement à l'Aciérie "Lénine" de Nowa-Huta. L'inverse a lieu parfois également. A l'usine mécanique "Cegielski" Poznan, les commissions de fabriques constituées auparavant ont créé une Commission d'Entreprise commune, basée sur le statut de 1981. Il en va de même l'Aciérie de Katowice où entretemps, deux comités de section ont été créés dans l'entreprise.

Les structures régionales de NSZZ Solidarnosc se modifient pour s'adapter à la nouvelle situation et cooptent les représentants des comités d'entreprises: à Szczecin, le 11/10, la Commission Régionale de Coordination et le Comité Inter-entreprises d'Organisation ont fusionné; la Direction Régionale Provisoire (TZR) clandestine de Poznan est passée au grand jour le 14/10, complétant sa composition par les représentants des usines; de même à Bialystok où la Commission Régionale Exécutive (RKW) est passée à l'action ouverte le 9/10. Au près des structures régionales ou d'entreprises, fonctionnent des centres d'information et d'aide (les permanences se tiennent dans les églises ou des appartements privés), p.ex. à Plock, Bielsko-Biala, Varsovie, Rzeszow, Nowa-Huta, Gdansk.

LA FONDATION SOCIALE DE NSZZ SOLIDARNOSC EST-ELLE VRAIMENT INUTILE ?

Un article de Marek Edelman, Zofia Kuratowska et Andrzej Stelmachowski, publié par l'hebdomadaire catholique "Tygodnik Powszechny".

L'état catastrophique des soins de santé en Pologne est connu de tous. Tous, journalistes, médecins et patients tirent la sonnette d'alarme. Aussi, pouvait-on croire que toute initiative visant à apporter une amélioration même la plus minime devrait être accueillie avec joie par les institutions chargées de veiller sur notre santé et avant tout, par le Ministère de la Santé. Il n'en est rien, que du contraire, comme l'illustrent les aléas, encore inachevés, de la Fondation créée pour améliorer la santé de la société.

En août 1987, Lech Walesa a décidé de consacrer 1 million de dollars offerts à NSZZ "Solidarnosc" par le Congrès des USA, à un Fonds Social de NSZZ "Solidarnosc", destiné avant tout à des fins de santé. Cette décision était l'expression de l'inquiétude de L. Walesa et de la direction de NSZZ "Solidarnosc" face à l'état de santé de la société et elle résultait de la perception de l'importance essentielle de ce problème pour l'avenir du pays.

Cela fut exprimé lapidairement dans la lettre de Lech Walesa au Congrès américain, expliquant sa décision: "Aujourd'hui, la question la plus importante est la défense de la substance biologique de notre nation. Un des problèmes les plus douloureux de la vie polonaise est la pauvreté des soins médicaux, des hôpitaux, de la médecine du travail, de l'approvisionnement en médicaments".

Il fut décidé que la meilleure forme d'utilisation de la donation serait la création en Pologne de la Fondation Sociale de NSZZ "Solidarnosc". Les principes de la Fondation et ses statuts furent préparés par une Commission spéciale, mise en place par Lech Walesa.

Les difficultés ont débuté dès la signature par le fondateur, c-à-d Lech Walesa, de l'acte notarial de fondation. Les démarches engagées à cette fin durèrent d'octobre 1987 au 12 janvier 1988 quand, après le changement de nom, exigé par le pouvoir, en Fondation Sociale de Solidarité Ouvrière, l'acte fut finalement signé par le Bureau Notarial de Varsovie.

Dès lors, tous les documents nécessaires furent déposés, conformément aux règlements en vigueur, au Ministère de la Santé en vue d'une approbation.

Les fonctions que doit remplir la Fondation sont clairement précisées dans l'acte fondateur: "veiller à protéger la santé des travailleurs et de leur famille, en particulier par la création de centres prophylacto-diagnostiques et de soins ..., organiser diverses formes d'aide aux enfants nécessitant des traitements ou des soins prophylactiques particuliers".

Il est important d'attirer l'attention sur la question essentielle autour de laquelle devait être centrée l'action de la Fondation, c-à-d les projets de centres prophylacto-diagnostiques. L'activité de la Fondation ne peut en effet être une copie de l'aide charitable de l'Eglise, basée sur les dons de l'étranger (et notamment, une somme non négligeable donnée spécialement par le Congrès des USA précisément à cette fin): tel que distribution de médica-

ments ou dons d'équipements médicaux aux hôpitaux, ni non plus le soutien par des dons ou de l'argent des centres d'état de santé. La portée de ce type d'aide est grande, on ne peut le nier. Sans exagération, on peut affirmer que les médicaments provenant de dons de l'Occident ont sauvé en Pologne la vie de milliers de personnes. Mais il s'agit de tout autre chose. Dans ce type d'action caritative, sont allés - et vont encore - des montants bien plus élevés qu'un million de dollars, même multiplié dans l'avenir. Les médicaments sont utilisés, les équipements médicaux fonctionnent avec utilité, mais constituent cependant une goutte d'eau dans la mer du système inefficace d'organisation étatique des soins de santé.

Les centres de diagnostic de la Fondation, organiquement, économiquement et personnellement indépendants des services de santé étatiques, constitueraient un élément permanent et une nouveauté dans l'actuel système de soins. Ils devaient constituer des centres-modèles, prouvant à tous et donc aux services de santé que l'on peut travailler efficacement même avec des moyens modestes (car ils sont modestes), que le patient peut être aidé utilement.

Il est nécessaire que tous, le personnel, les malades et l'environnement, se sentent les co-propriétaires des Centres, qu'ils y joignent leur participation financière, par le travail, ou sous toute autre forme.

Le champ d'action de la Fondation doit nécessairement être limité et elle ne prétend pas résoudre les problèmes de santé de tout le pays; ce qui ne signifie pas qu'elle n'a pas de sens. Peut-on donc barrer des chances d'aider quelques dizaines ou quelques milliers de nécessiteux ? Est-ce que n'ont pas d'importance p. ex. les enfants chez qui on découvre à temps des insuffisances de l'audition et auxquels on peut éviter un lourd handicap (on projetait un centre de diagnostic et de traitement de la surdité chez les petits enfants), de même avec les malades cardiaques pour lesquels on projetait un centre de diagnostic cardiologique ? Est-ce que ce genre de travail peut menacer ou gêner quiconque ?

Ces questions semblent absurdes. Pourtant tout ce qui s'est passé avec la Fondation, après le dépôt des documents au Ministère de la Santé, prouve que telle est l'opinion des responsables dont dépendent les décisions. On a utilisé tous les prétextes possibles afin de prolonger, reporter et finalement ne rien autoriser. On a désinformé l'opinion publique par les déclarations du porte-parole du gouvernement, empêchant en même temps par la censure toute publication par la presse catholique d'information sur la Fondation.

Les discussions des plénipotentiaires du fondateur (A. Stelmachowski, Z. Kuratowska) au Ministère de la Santé se sont achevées par l'assurance qu'en quelques semaines, après l'éclaircissement d'incertitudes juridiques sur le statut, qui devaient être élucidées d'un jour à l'autre, la décision serait prise. (...)

Six mois ont passé entre la demande d'acceptation de la Fondation et la remise par le bureau juridique

du ministère de remarques sur les statuts. Les principales restrictions portaient sur les activités soi-disant rétributives des centres de diagnostic projetés, contrairement aux statuts qui stipulent: "les centres prophylactiques et de soins ne visent pas le profit. Leur activité prophylactique sera gratuite. Le coût des services de diagnostic et de soins dépendra des capacités des revenus des patients". Ce texte prévoit la possibilité de dons en faveur de la Fondation. Des dispensaires de ce type sont, selon les lois d'avant-guerre en la matière toujours en vigueur, clairement différenciées des centres qui dégagent un profit.

En dépit d'une explication détaillée de ce point et de toutes les autres obscurités, le Ministère de la Santé a décidé le 30 juin d'envoyer l'affaire au Ministère des Finances par une lettre qui si elle ne contient pas de décision formelle négative, est déjà quelque chose de plus qu'une manoeuvre dilatoire et constitue un refus camouflé. Ce qui est un blocage entier de toute possibilité d'initier la Fondation. Le plénipotentiaire du fondateur a introduit au Tribunal Suprême Administratif une plainte et une demande de levée de la décision de fait.

Sans attendre la décision et ne pouvant accepter le temps perdu qui passe aussi pour les malades, trois

ambulances de réanimation ont été achetées et amenées au pays. Elles ont été mises à l'usage des centres de Secours d'urgence de Wroclaw, de Glogow et de Gorzow Wielkopolski. Nous devons aux évêques de ces localités d'avoir lutté (notamment pour la levée des taxes de douanes) pour que ces ambulances puissent être remises aux services de santé d'état. Pourtant cet acte de bonne volonté, indiquant les intentions réelles de la Fondation, c-à-d sauver des vies humaines, n'a pas fait avancer la question de la Fondation. Réjouissant les habitants des villes récipiendaires, ce geste n'a pas suscité l'enthousiasme des autorités.

Il y a quelque chose de profondément non-éthique, et on ne peut l'accepter, dans le fait que dans un pays connaissant une si profonde insuffisance de moyens de protection de la vie et de la santé humaine, on ne permette pas le développement d'initiatives indépendantes, dont l'unique but est le bien de l'homme. Ce fait suscite une profonde inquiétude. Il reste à croire qu'au moment où viendra le temps du dialogue, l'intérêt général de la société prévaudra et la Fondation Sociale de Solidarité Ouvrière obtiendra sans retard le droit de libre fonctionnement et développement.

COMMENT DEFENDRE L'AGRICULTURE POLONAISE ?

Mme Hanna Chorazyna, secrétaire du Parti Rural Polonais (PSL) en exil, fut avant-guerre une militante du Mouvement de la Jeunesse Rurale RP "Wici"; pendant la guerre, responsable de l'organisation de l'Union Rurale Féminine; dans les années 46-47, membre du Comité Exécutif du PSL, député au Conseil National, puis à la Diète (le Parlement). Arrêtée en 1949, sous l'accusation de "tentative de renverser par la force le système de la RPP". Emprisonnée pendant 10 mois à la prison de Mokotow. Libérée sans jugement. Elle réside en Belgique depuis 1964.

Voici une interview qu'elle a accordée en Pologne à la presse clandestine rurale.

Question: L'an dernier, pour la première fois depuis 23 ans, vous êtes revenue en Pologne.

Réponse: Les rencontres avec mes anciens amis que je me suis fait jadis dans mes activités sociales et politiques, ainsi qu'avec les jeunes militants dévoués à la cause rurale furent pour moi une expérience exceptionnelle.

Q: Après un an, vous revoilà. Qu'est-ce qui a changé en Pologne, pouvez-vous faire une comparaison ?

R: J'observe avec joie que malgré la détérioration constante de la situation dans l'agriculture, les organisations rurales indépendantes s'étendent, couvrant le pays d'un tissu de structures toujours plus dense et s'enracinent. Je pense ici aussi bien au Conseil National Provisoire des Agriculteurs de NSZZ "Solidarnosc" qu'au Mouvement Rural Indépendant de NSZZ "Solidarnosc" à la Convention des Seniors duquel je participe personnellement. Je considère ces deux structures comme représentatives et qu'elles ont des rôles importants à remplir. L'un comme syndicat de défense des intérêts des agriculteurs, le second pour les autres domaines de la vie sociale et politique de la campagne.

Q: Qu'est-ce qui est, selon vous, le plus important pour le milieu rural ?

R: La vie en Pologne, après la guerre polono-jaruzelski se caractérise par une multitude d'initiatives sociales diverses, dans toutes les couches

sociales. Cela libère l'énergie sociale de la base, permet à de nouveaux militants de gagner de l'expérience et constitue une garantie de permanence par la création de nombreux centres d'actions. Cela concerne d'autant plus le milieu rural que celui-ci n'a pas de possibilité de fonctionner de manière centralisée; aussi, les initiatives dans chaque campagne et commune ont un rôle essentiel. Du reste, seul un tel mode d'action peut garantir son fonctionnement démocratique. Tout ce qui se passe sur le terrain garantit aux militants une base démocratique car ils ont ainsi un contact direct avec ceux qui les représentent. Je souligne avec joie, bien que ce soient toujours des exceptions, qu'ici et là, se reconstitue une authentique autogestion rurale. Des coopératives rurales sont créées qui prennent leur sort en mains. On recherche ainsi l'espace qui, dans les conditions actuelles, permette de réaliser ces buts.

Q: Et l'étendue des questions qu'il faut régler est immense.

R: En effet. Cela concerne non seulement les questions économiques mais également la vie culturelle, éducative. J'observe avec joie que se créent entièrement sui generis des universités rurales, avec l'appui des paroisses ou sous une autre forme.

Q: Evoquons un dilemme déjà ancien: faut-il faire de l'entrisme ou pas. Les uns considèrent qu'il faut être présent même dans les organisations rurales

inauthentiques, éatiques existantes et tenter de les modifier à l'avantage du milieu rural. D'autres pensent que, comme l'enseignent 40 ans d'expérience, la participation à ces structures non seulement n'aide pas la campagne mais nuit à ces participants.

R: A mon avis, il est utile d'entrer dans des limites qui garantissent qu'on n'est pas manipulé. Il vaut sans doute mieux chercher de nouvelles formes d'organisation. Il peut même s'agir de petits groupes, sous les formes les plus diverses comme p. ex. les coopératives rurales. Les problèmes traditionnels de la campagne sont les échelles de prix et l'accès aux moyens de production. Les fermes les plus rentables parviennent à s'en sortir. Les fermes plus petites doivent coopérer, s'aider mutuellement. Ce rôle devrait être rempli par le mode d'association coopératif; celui-ci, en Pologne, est bureaucratisé, éatisé. Les Cercles Agricoles sont également devenus un instrument de la politique anti-paysanne du pouvoir. Il faut chercher des voies nouvelles, propres pour nous unir. Car enfin, les règlements interdisent l'achat d'un tracteur à l'agriculteur qui a trop peu d'hectares. Plusieurs fermes réunies peuvent avoir cette possibilité. De cette manière aussi, les liens sociaux dans la campagne, détruits au cours de ces 40 dernières années, se reconstitueront.

Q: Et en dehors des coopératives de production et de services ?

R: On pourrait constituer différents clubs à l'échelle régionale, tenter de les enregistrer auprès de la municipalité rurale. De tels clubs d'échange et de formation jouent un grand rôle. S'il n'est pas possible d'enregistrer le club, on peut agir autour des paroisses, comme cela se fait déjà; ainsi, les bibliothèques rurales peuvent devenir de tels foyers. Il faut retrouver toute l'histoire oubliée et détruite du coopératisme, de l'autogestion et des organisations rurales. La campagne doit retrouver ses richesses, le sentiment de sa propre valeur ...

Q: ... et son identité, qu'elle a perdue depuis longtemps.

R: Il y a à cela bien des raisons. P. ex., le départ des jeunes de la campagne est une chose tragique. Il en va de même des femmes qui hésitent à rester ou à s'installer à la campagne, ou qui déconseillent à leurs enfants d'y demeurer. Il faut porter un regard sur le passé et se souvenir de la jeunesse paysanne qui a connu le déracinement du départ vers les villes et les usines. La campagne a supporté les coûts énormes de l'industrialisation du pays, de la construction d'usines gigantesques. La campagne a pris une part importante à la création de la classe ouvrière. C'est là un acquis moral important et le monde rural doit en être fier. Il est des gens qui peuvent aider à cette reconstitution de l'identité du monde paysan, à la construction de centres d'études à la campagne et à la création d'une opinion publique rurale. L'organisation de cours à la campagne par des lecteurs et professeurs d'universités est une action très belle.

Q: Elle fut initiée par NSZZ "Solidarnosc".

R: En effet, et ce contact avec les habitants les plus dévoués des villes doit être maintenu. Car ils comprennent que la perte de son identité par la campagne, la destruction de la conscience paysanne,

du lien de l'agriculteur avec la terre, de la dignité de la profession d'agriculteur constituent pour le pays une perte irréparable.

Q: Le pouvoir populaire a non seulement détruit l'identité paysanne et les traditions et les valeurs rurales mais il va encore plus loin, obligeant par la loi, l'agriculteur à rendre ses terres à l'Etat pour bénéficier d'une pension de retraite. N'est-ce pas une forme cachée de collectivisation ?

R: Bien sûr que si! Et c'est sans précédent. Par ce moyen, les fermes individuelles deviennent propriété de l'Etat et ne font en fait qu'augmenter la surface des terres inutilisées (car on sait qu'un pourcentage important des terres d'état sont inexploitées par les fermes d'Etat -PGR- et laissées en jachère). J'ai été fort impressionnée par l'initiative lancée par Jan Rozek de Rzeszow (sud-est du pays), en défense des vieux agriculteurs lésés et par la manifestation qui s'y est déroulée, revendiquant la modification de la loi sur la retraite des agriculteurs. Il s'agissait de vieux agriculteurs qui ne veulent pas remettre leurs terres et qui avec détermination les gardent, mais n'ont pas de successeurs. Ils ne reçoivent donc pas de pension de retraite et malgré cela, ils doivent payer des cotisations de retraite, par ailleurs augmentées dernièrement. Il faut lutter pour une modification globale de cette loi car elle est la voie vers la liquidation des fermes individuelles. Il convient de donner un large écho à cette action et la poursuivre par tous les moyens possibles. A mon sens, c'est l'un des défis les plus importants placés devant le Conseil des Agriculteurs. A quoi sert la défense des agriculteurs en matière de prix et d'approvisionnement quand le nombre d'agriculteurs se réduit dangereusement? Le risque est grand. Et pourtant, tous les arguments, même économiques, plaident en notre faveur. Car l'Etat n'a pas dans son budget de fonds d'investissement pour exploiter ces terres. Les cotisations de retraite doivent être liées à une personne physique à laquelle il faut garantir des conditions d'existence pour sa vieillesse. On reçoit une pension pour son travail, pour la production d'aliments qui nourrissent tous les autres groupes sociaux et non pas en se dépossédant du fruit de toute une vie de labeur.

: Que pensez-vous des tentatives de réactivation du Parti Rural (PSL) ?

R: J'observe avec une certaine inquiétude ces tentatives individuelles qui peuvent compromettre toute l'affaire. Le temps viendra véritablement pour réactiver le PSL et on gagnera alors. La Convention des Seniors du Mouvement Rural Indépendant de NSZZ "Solidarnosc" s'est exprimée catégoriquement contre la reconstitution du Parti Rural dès à présent. Les anciens militants du Parti pensent de même. La crainte existe que sans possibilité de développer une activité statutaire, qui exige une vie publique transparente, le Parti sera conduit dans une voie sans-issue et ensuite, manipulé par les autorités afin de discréditer une tradition rurale presque centenaire. Il faut cependant travailler clandestinement dans ce sens, préparer la base d'une renaissance du Parti Rural. Mais la mission principale de celui-ci est finalement la lutte pour la participation des agriculteurs à la gestion du pays, par des

élections parlementaires. Pour le moment, le Parti Rural ne pourrait remplir une telle mission. Je suis cependant favorable à ce que toute l'action de base à la campagne soit guidée par l'esprit du mouvement rural. Quand les initiatives se multiplieront et se généraliseront et quand les conditions propices apparaîtront, le Parti Rural renaîtra alors à la base de manière démocratique.

LES PROBLEMES DE LOGEMENT

Edward Gierek, 1er secrétaire du Parti dans les années 70, lançait au VII Congrès du POUP, un slogan attractif, suivant lequel dans un délai de dix ans, chaque famille polonaise disposerait de son propre logement; malheureusement, il a fallu bien vite déchanter. La dernière année où l'on a construit 300 mille logements fut 1978. Les années suivantes, la construction est passée à 150 mille logements par an environ. En 1981, le responsable de la Construction de Logement affirmait que pour "satisfaire aux besoins en matières de logements, il manquait plus d'un million de logements, et que ce déficit s'était accru de 300 mille par rapport à 1970. Pour réduire la durée d'attente pour un logement à 3-5 ans, il faudrait construire annuellement 800 mille logements, soit six fois plus que ce qui fut construit en 1981".

Quelles sont les perspectives présentes? Dans un article de "Trybuna Ludu" de 1985, on pouvait lire que "la période indispensable pour équilibrer les demandes de logement s'élèverait à 26 ans, au rythme présent de construction, c-à-d 200 mille logements." Voilà pour les prospectives, la réalité est cependant bien plus tragique encore. Les données de l'Office Central des Statistiques (GUS) indiquent qu'en 1986, 127 mille logements nouveaux ont été attribués, alors que le Plan en prévoyait 135-140 mille. De ce fait, la durée d'attente pour un logement est en moyenne nationale de 20 ans et peut atteindre dans certaines régions 50 ans, comme à Varsovie, par exemple. Ainsi, pratiquement, des jeunes de vingt ans sont confrontés à la certitude qu'ils n'obtiendront pas de logement de leur vivant. Dans un article du journal officiel, "La Voix du Littoral" de 1988, on apprend que le déficit en matière d'habitations s'élève à présent à 2 millions de logements et que le nombre de personnes en attente de logements s'est élevé à 6 millions.

Le Parti explique cet état de choses par le fait que la construction d'habitations représente déjà 30% des investissements du budget de l'état et qu'il n'est pas possible d'y consacrer davantage. En fait, il n'en est rien. La cause principale de ce problème réside dans le programme énergétique du Comecon et la répartition de la production houillère polonaise: car la principale difficulté dans le développement de la construction en Pologne se situe au niveau des matériaux de construction et les matériaux de construction, c'est avant tout le charbon, indispensable à la production de briques, de ciment et de plâtre.

La Pologne extrait environ 190 millions de tonnes de charbon par an et environ 60 millions de tonnes de lignite. Selon "Trybuna Ludu" (n°135/1988), pour produire les matériaux de construction nécessaires à un appartement, on utilise 8 tonnes de charbon; tandis que le chauffage de cet appartement en consomme 3 annuellement. On est là au coeur du problème. Pour construire en dix ans les deux millions de loge-

ments manquant, il faudrait dégager dans ce but 16 millions de tonnes de charbon supplémentaires annuellement; et pour chaque million (hypothétique) de nouveaux logements, il faudrait augmenter la dotation de charbon de chauffage de 3 millions de tonnes par an. Cela est impossible: les besoins en charbon sur le marché intérieur sont à peine couverts, les exportations de charbon vers l'Ouest sont la principale source de devises fortes, mais surtout dans le cadre du programme énergétique d'intégration économique du Comecon, signé en 1975 et en vigueur jusqu'en l'an 2.000, la Pologne doit remplir certaines obligations envers ses voisins, essentiellement l'URSS où la Pologne exporte, à des prix "plus que concurrentiels", 10 à 13 millions de tonnes de charbon par an (soit près d'un tiers du total de son exportation houillère, environ 30 millions de tonnes annuellement), mais aussi la RDA, la Tchécoslovaquie.

LE SYNDROME DE LA MISERE

Selon un récent rapport du Comité des Sciences Economiques de l'Académie Polonaise des Sciences (PAN), "20% des familles ouvrières, 25-30% des familles paysannes ou retraitées et près de la moitié des familles de parent seul avec enfants se trouvaient en 1986 dans une situation où leurs besoins élémentaires d'existence n'étaient pas satisfaits". Qui vit le plus souvent dans la misère? Les familles d'ouvriers âgés, non-qualifiés, les personnes âgées seules, les familles de personnes handicapées, les familles ayant pour seule ressource les allocations familiales, les mères seules. Ce sont principalement les familles vivant à la campagne ou dans de petites villes. Près de la moitié des enfants polonais sont élevés dans ces conditions. Vivre dans la misère signifie "une tendance à maintenir et reproduire le statut social de famille défavorisée". En d'autres mots, qui naît pauvre, le reste.

Les conditions d'existence des jeunes ménages ne sont pas meilleures. Leur revenu moyen est inférieur à la moyenne nationale. Dans 20% de ces familles (où le chef de ménage a entre 20 et 39 ans), les revenus suffisent uniquement pour la nourriture et l'habillement. Près de 50% d'entre eux vivent très modestement afin "d'épargner pour les achats les plus importants (draps, rideaux, meubles)". La misère a bien sûr des conséquences sur la santé: on note un retour de la tuberculose et une réduction de l'espérance de vie. L'appauvrissement de la société se manifeste par les capacités d'épargne de la population: 56,6% des Polonais ne possèdent aucune épargne, 25% une épargne minimale. Dans ces conditions, tous souhaitent émigrer. L'officiel Centre d'Etude de l'Opinion Publique (CBOS) indique que 63,5% des travailleurs de l'industrie étatisée désirent partir à l'étranger, de même que 47,1% des cadres dirigeants des entreprises d'état. Les fonctionnaires responsables des villes et municipalités semblent mieux se sentir au pays, puisque seuls 20,30% d'entre eux rêvent de partir.

SOURCES: Slowo i Czyn, n°6-7/88; Biuletyn Elblaski, n°12-13/26.10.88; Tygodnik Powszechny, 13.11.88; Tygodnik Mazowski, n°267/270-19.10/9.11.88; PWA, n°36-37/4-11.11.88.

Chers lecteurs, le prochain News paraîtra à la mi-janvier. Nous vous souhaitons de bonnes fêtes de fin d'année.